

DÉCLARATION PUBLIQUE

Soutien à la Mission d'appui contre la corruption et l'impunité au Honduras (MACCIH)

Les organisations de la société civile réunies au sein de la Coalition pour le renouvellement du mandat de la MACCIH, organe qui cherche à étendre pleinement l'accord entre l'État du Honduras et le Secrétariat général de l'OEA, répond à la demande du gouvernement du Honduras au Secrétariat général de l'OEA de réaliser une évaluation complète du fonctionnement et des résultats de la MACCIH dans ses cinq objectifs et quatre lignes d'action, comme base pour définir le cours à suivre en ce qui concerne la mission au Honduras. Nous nous exprimons comme suit :

1. Le Honduras fait face à de grands défis en ce qui a trait à l'application de la justice, comme le montrent les indicateurs internationaux tels que ceux de la justice civile et de la justice pénale du World Justice Project, qui placent le pays au 107^e et 123^e rangs respectivement sur 126.
2. La corruption reste l'un des principaux problèmes du pays. Les données de Transparency International montrent que l'indice de perception de la corruption pour 2017 et 2018 était de 29/100, ce qui témoigne d'une stagnation de la part du gouvernement dans la lutte contre ce fléau.
3. L'UFECIC, avec le soutien de la MACCIH depuis 2016, a présenté quatorze cas de corruption pour un montant supérieur à 10 000 millions de lempiras (plus de 405 millions de dollars) et impliqué plus de 400 personnes dont des ministres, des députés, des hommes d'affaires et d'autres hauts responsables publics et privés qui témoignent du fonctionnement des réseaux de corruption dans notre pays.
4. La classe politique et les principaux acteurs du secteur économique privé, mal à l'aise avec les actions de l'UFECIC et de la MACCIH, ont tenté à tout prix d'affaiblir leurs actions. Le recours en inconstitutionnalité formé devant la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême de justice en mai 2018 et les réformes de différentes lois au sein du Congrès national en sont des exemples clairs.

Compte tenu de ce qui précède, et conscients qu'il s'agit d'un moment historique qui nous oblige à faire usage de nos droits constitutionnels et à exiger en tant que souverains ceux qui prennent les décisions dans le pays, nous demandons à l'État du Honduras et au Secrétariat général de l'OEA ce qui suit :

1. Rendre public le mandat de l'évaluation prévue de la MACCIH, y compris la liste des personnes et des institutions qui seront interviewées au cours du processus, ainsi que les résultats complets une fois l'évaluation terminée.
2. Nous demandons que le processus de formulation, de mise en œuvre et d'exécution de l'évaluation soit transparent et largement socialisé avec la population ; nous rappelons à l'État du Honduras et au Secrétariat général de l'OEA que c'est en raison des exigences de la population que la MACCIH a été mise en place au Honduras et que sa raison d'être est la lutte contre la corruption et l'impunité comme politique gouvernementale.

3. Nous demandons au gouvernement hondurien d'accélérer le processus d'approbation de la loi sur la collaboration effective, d'abroger la loi sur la classification des documents publics relatifs à la sécurité et à la défense nationale (Loi sur les secrets), d'approuver les réformes nécessaires pour que les hauts fonctionnaires puissent être poursuivis devant les juridictions pénales en matière de corruption et pour que les juges prennent les mesures nécessaires pour suspendre les agents publics actifs qui seraient poursuivis pour des actes de corruption jusqu'à preuve contraire.
4. Nous exigeons que l'État du Honduras renouvelle l'accord qui donne vie à la MACCIH dans son intégralité et dans les délais prévus à la section 16.2 de l'accord signé.
5. Nous condamnons toute tentative visant à affaiblir le travail de l'UFECIC/MACCIH.
6. Nous appelons la population à rester attentive à tout affaiblissement de la lutte contre la corruption menée par l'UFECIC et la MACCIH au Honduras.

Préparé à Tegucigalpa D.C. le 31 juillet 2019